

AGENCE D'URBANISME DE L'ARTOIS

Siège social : CENTRE JEAN MONNET AVENUE DE PARIS,

62411 BETHUNE

R.C.S : 484 780 416

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Relatif à l'exercice de douze mois clos le 31/12/2023

SAS BMC

Siège social : 23 Allée de la Pierrette, 59320 Radinghem en Weppes

Membre de la Compagnie Régionale de **DOUAI**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Relatif à l'exercice de douze mois clos le 31/12/2023

A l'assemblée générale de l'AGENCE D'URBANISME DE L'ARTOIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'AGENCE D'URBANISME DE L'ARTOIS relatifs à l'exercice de douze mois clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par la direction sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

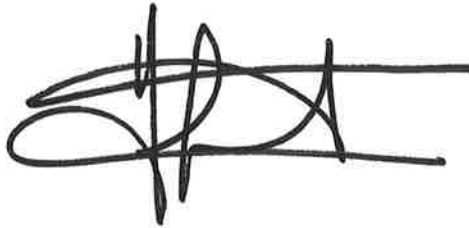
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Radinghem en Weppes, le 29/03/2024

Pour la SAS BMC

Benoit MORTIER

Le commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end, representing the name Benoit Mortier.

Bilan Actif



		Du 01/01/2023 au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires					
Autres immobilisations incorporelles		54 064	54 064		
Immobilisations incorporelles en cours		13 608		13 608	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles		432 738	359 699	73 040	90 175
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières		1 771		1 771	1 745
TOTAL I		502 182	413 763	88 419	91 920
Comptes de liaison	II				
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et encours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés					
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		338 255		338 255	377 378
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		1 582 151		1 582 151	1 618 451
Charges constatées d'avance		37 366		37 366	27 456
TOTAL III		1 957 772		1 957 772	2 023 284
Frais d'émission des emprunts	IV				
Primes de remboursement des obligations	V				
Ecart de conversion actif	VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		2 459 954	413 763	2 046 190	2 115 204

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 162 575	1 148 503
Excédent ou déficit de l'exercice	395 151	14 072
Situation nette	1 557 726	1 162 575
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 557 726	1 162 575
Comptes de liaison		
TOTAL II		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	23 519	151 600
Provisions pour charges		
TOTAL IV	23 519	151 600
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 317	73 175
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	350 236	727 554
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	60 393	300
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	464 946	801 029
Ecarts de conversion passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 046 190	2 115 204

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 709 973	2 212 952
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	132 289	46 291
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5	
TOTAL I	2 842 267	2 259 244
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	572 240	466 775
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	240 096	187 448
Salaires et traitements	1 071 500	1 005 084
Charges sociales	596 071	557 870
Dotations aux amortissements et dépréciations	24 479	27 892
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12	2
TOTAL II	2 504 398	2 245 070
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	337 868	14 173
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 088	2 077
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	9 089	2 077
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	4	27
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	4	27
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	9 084	2 051
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	346 952	16 224

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 209	224
Sur opérations en capital		642
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	151 600	
TOTAL V	153 810	866
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	82 093	3 017
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	23 519	
TOTAL VI	105 611	3 017
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	48 198	-2 152
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 005 165	2 262 186
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 610 014	2 248 114
EXCEDENT OU DEFICIT	395 151	14 072
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 2 046 190 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 395 151 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

Insérer le texte ici

L'association a pour objet, dans un souci d'harmonisation des politiques urbaines et de cohérence des projets de ses membres :

- l'observation de leur territoire commun et l'analyse des évolutions urbaines et rurales,
- la participation et la définition des politiques d'aménagement et de développement,
- l'assistance à la définition des projets de territoire,
- la participation à l'élaboration des documents de planification et d'urbanisme

Elle a vocation à intervenir dans le domaine de la planification, des projets urbains et ruraux, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, du développement économique et social, de l'habitat, de l'environnement et du développement durable, des loisirs et du tourisme, de la formation, de la culture, de la santé et de la communication.

Elle constitue un centre interdisciplinaire des ressources, d'études, de recherches, de conseils et de formation.

Elle enregistre et gère par la mise en oeuvre d'observations l'évolution des données dans ses domaines de compétence.

Elle développe également les échanges et actions favorisant le travail en réseau avec les autres structures, notamment à l'échelle de la Métropole de Lille, et avec les services des collectivités et acteurs de l'Artois.

Elle organise la diffusion et la communication de l'ensemble des travaux et ses observations auprès des autres membres.

De façon générale, elle exerce l'ensemble des missions dévolues aux agences d'urbanisme définies à l'article L132-6 du code de l'urbanisme.

L'association est admise à effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en favoriser la réalisation.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 2 046 190 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 395 151 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 an, |
| • Agencements et aménagements | 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans, |
| • Autres | 4 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir pour 329 815 € à savoir :

- Subvention de fonctionnement CABB, 169 555 €,
- Subvention Artois Mobilités, 56 160€,
- Subvention de fonctionnement CALL, 24 384 €,
- Subvention PMA Artois, 31 866 €,
- Subvention CALL, 35 880 €.

Provision pour risques et charges

La provision constituée pour faire face au risque prud'hommal a été reprise compte tenu de la date du jugement au 26 Mai 2023. L'association a été condamnée à verser des indemnités équivalentes à 23 518.80 €.

Contributions volontaires en nature

L'association n'a été en mesure de valoriser les heures de bénévolat sur cet exercice.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

L'information relative à la rémunération des "3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés"(article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006) n'est pas communiquée car elle reviendrait à divulguer une information individuelle à caractère confidentiel.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 064		13 608
TOTAL	54 064		13 608
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	295 609		
Matériel :			
- De transport	8 200		
- De bureau et informatique, mobilier	121 586		7 344
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	425 395		7 344
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 745		26
TOTAL	1 745		26
TOTAL GENERAL	481 204		20 978
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			67 672
TOTAL			67 672
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencts et aménagt. divers			295 609
- De transport			8 200
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			128 929
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			432 738
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			1 771
TOTAL			1 771
TOTAL GENERAL			502 182

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				54 064			54 064
TOTAL				54 064			54 064
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				215 922	18 226		234 148
Matériel de transport				8 200			8 200
Matériel de bureau et informatique, mobilier				111 097	6 253		117 351
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				335 220	24 479		359 699
TOTAL GENERAL				389 284	24 479		413 763

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations				Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 771		1 771
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	329 815	329 815	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	8 439	8 439	
Charges constatées d'avance	37 366	37 366	
TOTAL	377 392	375 621	1 771

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	54 317	54 317		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	156 351	156 351		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	181 499	181 499		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 387	12 387		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	60 393	60 393		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	464 946	464 946		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 148 503	14 072			1 162 575
Excédent ou déficit de l'exercice	14 072	-14 072	395 151		395 151
Situation nette	1 162 575		395 151		1 557 726
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 162 575		395 151		1 557 726

Commentaire

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres	151 600	23 519	151 600		23 519
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	151 600	23 519	151 600		23 519
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	151 600	23 519	151 600		23 519
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles		23 519	151 600		

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 317	48 257
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	238 058	198 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	292 375	246 316

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	13	165
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	13	165

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	37 366	27 456
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		37 366	27 456

Commentaire

